

**PORTANT DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3, R.411-21-1 et l'article R.417-10 ;

Vu l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 22 octobre 1963 8^{ème} Partie – signalisation temporaire – modifiée ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules avenue Bié Moulié, en raison de travaux sur le Réseau de Transport d'Electricité (RTE) ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} – **du Mardi 15 Juillet 2025 au Vendredi 12 Septembre 2025**, de façon permanente, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant avenue Bié Moulié, dans sa partie comprise entre l'avenue du Général Leclerc et l'avenue de Montébello, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 2 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules est interdite, avenue Bié Moulié, dans sa partie comprise entre l'avenue du Général Leclerc et l'avenue de Montébello, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

Une déviation sera mise en place par l'avenue du Général Leclerc, l'avenue Henry Russel et l'avenue Trespoey suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 3 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, seul les riverains sont autorisés à circuler sur l'avenue Bié Moulié, de part et d'autre du chantier en fonction de l'avancement.

ARTICLE 4 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, la circulation des véhicules sera interdite dans le carrefour formé par l'avenue Bié Moulié, l'avenue des Lauriers et l'avenue de Montébello, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 5 – Durant la période définie à l'article 1^{er}, seul les riverains de l'avenue des Lauriers, résidant entre la rue des Cèdres et l'avenue Bié Moulié, sont autorisés à circuler à contre sens sur l'avenue des Lauriers dans sa partie comprise entre la rue des Cèdres et l'avenue Bié Moulié, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 6 – Les entreprises chargées des travaux devront prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur.

Elles mettront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire le stationnement 48h00 avant l'occupation. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 7 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 8 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 9 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le 07/07/2025

Fait à Pau, le 03 juillet 2025